

L'ONG Iteka est radiée à Bujumbura

Burundi La plus ancienne ligue locale des droits de l'homme était "la" référence.

La plus ancienne ligue burundaise des droits de l'homme, Iteka, a été "définitivement radiée" de la liste des ONG locales autorisées à travailler au Burundi, selon une ordonnance ministérielle rendue publique mardi.

Iteka ("dignité" en kirundi, la langue nationale), agréée depuis 1991, était suspendue d'activités depuis le début de la crise déclenchée par la décision en

avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de se représenter pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année. Mais les autorités ont décidé de la dissoudre, en rétorsion à la publication en novembre d'un rapport co-

écrit avec la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) – qu'elle représente au Burundi – qui faisait le point sur la répression gouvernementale et les violations des droits de l'homme.

A la mi-décembre, elle avait aussi dénoncé une "recrudescence" des arrestations et disparitions d'opposants, ainsi que le climat de "peur généralisée" instauré selon elle par les autorités burundaises. "Attendu que malgré une mesure de

suspension provisoire, cette association n'a pas cessé les agissements pour lesquels elle avait été suspendue" et a continué "à ternir l'image du pays et à semer la haine et la division au sein de la population du Burundi", Iteka "est définitivement radiée de la liste des Associations sans but lucratif (ASBL) œuvrant au Burundi", a décidé le ministère burundais de l'Intérieur, selon une ordonnance rendue publique mardi sur un site d'information proche du

pouvoir.

Dans la clandestinité

"Nous ne sommes pas surpris par cette décision", a réagi le président d'Iteka, Anschaire Nikoyagize, qui vit

aujourd'hui en exil. "Elle vient confirmer que le pouvoir burundais continue de tout mettre en œuvre pour que ses graves violations des droits humains ne soient plus reportées et pour échapper à l'attention de la communauté internationale", a-t-il commenté.

Malgré la suspension de ses activités, Iteka avait continué de produire des rapports sur les violations des droits de l'homme au Burundi. "Cela va être malheureusement plus dangereux pour nos équipes qui sont sur le terrain", dit M. Nikoyagize. "Mais nous n'allons pas renoncer à notre mission, a-t-il promis. Nous allons continuer à travailler dans la clandestinité." (AFP)